

Mesdames, Messieurs,
Votre Excellence,

Nous avons été informés de la vague actuelle d'interdictions d'activité, d'emprisonnements et d'autres mesures répressives à l'encontre d'organisations et de personnes de la société civile tunisienne. C'est pourquoi nous vous faisons parvenir la déclaration suivante. Nous vous prions de bien vouloir la transmettre aux autorités compétentes de la République tunisienne.

Veuillez agréer, Madame, Monsieur, l'expression de notre haute considération.

Afrique-Europe Interact
No Border Summit Vienna

**Tunisie : Défendons les droits démocratiques !
Solidarité avec la FTDES, l'ATFD, M'nemty et Nawaat ! Solidarité avec les mouvements sociaux !**

Depuis octobre 2025, les habitant.e.s de Gabès, une ville située sur la côte méditerranéenne tunisienne, protestent contre la pollution toxique et la destruction continue de l'environnement causées par l'exploitation des phosphates. Afin de détourner l'attention de sa propre inaction et d'empêcher une mobilisation nationale, le gouvernement tunisien, qui agit de manière de plus en plus autoritaire depuis quelques années, criminalise les droits civils et la migration, et cible à nouveau les acteurs de la société civile qui se sont solidarisés avec le mouvement de protestation à Gabès ; il impose également une interdiction d'activité à l'un des derniers magazines indépendants.

Le 20 octobre 2025, les autorités tunisiennes interdisent toutes les activités de l'Association tunisienne des femmes démocrates (ATFD) sous le prétexte fallacieux de violations présumées des règles administratives. Quelques jours plus tard, c'est au tour du Forum tunisien des droits économiques et sociaux (FTDES) d'être visé : cette organisation se voit également interdire toute activité pendant un mois pour des raisons similaires. M'nemty, une organisation antiraciste, se voit également interdire officiellement toute activité. Enfin, Nawaat, magazine et blog dédié au journalisme d'investigation, doit aussi suspendre ses activités pendant un mois. Cinq autres organisations, dont Inkyfada, un collectif médiatique indépendant, sont placées sous surveillance.

Toutes ces organisations sont représentatives d'une Tunisie démocratique et luttent ouvertement contre la politique raciste et autoritaire du gouvernement tunisien : depuis les années 1980, l'ATFD gère des centres d'accueil pour les femmes (victimes de violence) dans tout le pays et offre un soutien juridique, psychologique et social aux Tunisiennes et aux migrantes ; Depuis la chute de Ben Ali, la FTDES défend les droits humains et sociaux, en particulier ceux des groupes marginalisés, et documente depuis plus d'une décennie les crises environnementales, les divisions sociales et les souffrances sociales ; M'nemty, dont la présidente Saadia Mesbah est détenue sans inculpation depuis 17 mois, gère des cliniques juridiques pour les Tunisiens victimes de racisme et lutte pour les droits des minorités tunisiennes. Tous sont unis dans la lutte contre la criminalisation massive de la migration depuis 2023, contre la chasse à l'homme, les refoulements brutaux aux frontières et dans le désert, ainsi que contre le fait de laisser mourir des personnes en Méditerranée. Mais les organisations ne sont pas les seules victimes de cette vague de répression : de nombreux défenseurs des droits humains et opposants de renom ont déjà été jetés en prison ; récemment, des militants particulièrement exposés, notamment ceux liés à la flottille Sumud, ont été brutalement kidnappés dans la rue par des personnes en civil.

Malgré toutes les mesures autoritaires observées en Tunisie depuis 2023, l'UE maintient son soutien inconditionnel au régime tunisien. L'UE et ses États membres, en particulier l'Allemagne et l'Italie, mais aussi l'Autriche, financent la formation des policiers tunisiens, créent des camps d'entraînement, concluent des accords d'expulsion et sont ainsi coresponsables du renforcement de l'État policier tunisien et de la criminalisation des migrants, des réfugiés et de ceux qui défendent leurs droits.

En tant qu'organisations et groupes défendant les droits humains, la liberté de circulation, la justice climatique et une société libre et équitable, nous sommes solidaires de la FTDES, de l'ATFD, de M'nemty, de Nawaat et de tous les autres acteurs de la société civile touchés par les agissements du gouvernement de Kaïs Saïed en Tunisie !

Nous exigeons :

- **La fin de l'externalisation du régime frontalier européen**
- **La levée de toutes les interdictions arbitraires d'activité imposées aux organisations de la société civile en Tunisie !**
- **La libération de tous les prisonniers politiques !**
- **La fin de la criminalisation de l'engagement citoyen**
- **La solidarité avec les manifestants de Gabès – destruction de l'environnement et surexploitation**

**Afrique-Europe Interact
No Border Summit Vienne**